



HAL
open science

La Ligue franc-catholique dans les années 1930 : sociologie et sociabilités militantes d'une génération de l'antijudéo-maçonnisme

Cédric Perrin

► **To cite this version:**

Cédric Perrin. La Ligue franc-catholique dans les années 1930 : sociologie et sociabilités militantes d'une génération de l'antijudéo-maçonnisme. Archives Juives, 2019, 52 (2), pp.135-149. 10.3917/aj1.522.0135 . hal-03137747

HAL Id: hal-03137747

<https://hal.science/hal-03137747v1>

Submitted on 24 Oct 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Ligue franc-catholique dans les années 1930 : sociologie et sociabilités militantes d'une génération de l'antijudéo-maçonnisme

CÉDRIC PERRIN

La Ligue franc-catholique, également connue sous le nom de Ligue antijudéo-maçonnique, fut fondée en 1913 par Ernest Jouin, prêtre catholique traditionaliste, curé de la paroisse Saint-Augustin dans le 8^e arrondissement de Paris. Elle avait sa propre revue, la *Revue internationale des sociétés secrètes (RISS)*. Créées au lendemain de l'affaire Dreyfus et de la séparation des Églises et de l'État, la ligue et sa revue sont alors les dernières nées du courant antijudéo-maçonnique qui a pris corps après la publication par Henri-Roger Gougenot des Mousseaux, en 1869, du pamphlet *Le Juif, le judaïsme et la judaïsation des peuples chrétiens*¹. Contrairement à ses concurrentes (comme le Comité antimaçonnique de Paris ou l'Union française antimaçonnique²), la Ligue franc-catholique survit à la Première Guerre mondiale. Au cours des années 1920, qui marquent les basses-eaux de l'antisémitisme, elle joue un rôle actif dans la diffusion en France des *Protocoles des sages de Sion*, une falsification rédigée par les services secrets russes au début du XX^e siècle et destinée à accréditer l'hypothèse d'un supposé complot juif mondial³. L'antisémitisme combiné à l'antimaçonnisme des membres de la Ligue franc-catholique s'enracine dans un catholicisme obsessionnel et obsidional qui nourrit son conspirationnisme⁴. Profondément réactionnaires, ses adhérents sont persuadés que tous les bouleversements qui se sont succédé depuis la Révolution française ne peuvent s'expliquer que par l'existence d'un vaste complot des Juifs, unis aux francs-maçons, contre la société chrétienne. La crise économique et politique des années 1930 favorise un déferlement protéiforme de la haine antisémite et antijudéo-maçonnique avec de nouveaux mouvements, de nouvelles publications et de nouveaux dirigeants. C'est aussi une période où, après le décès de son fondateur en 1932, la Ligue franc-catholique renouvelle profondément sa direction et prend une nouvelle ampleur.

Sans revenir ici sur les thèmes de l'antisémitisme et de l'antijudéo-maçonnisme, déjà étudiés par l'historiographie⁵, cet article propose de se pencher sur la sociologie et les réseaux de sociabilité des dirigeants de la Ligue franc-catholique. En effet, les individus qui se trouvent à la tête de cette organisation dans les années 1930 forment une génération, un groupe d'individus du même âge partageant des pratiques, des valeurs ou l'expérience d'un événement – la Grande Guerre⁶ –, ce qui favorise la mise en place d'un système de solidarité, d'un réseau⁷. Or, si cette génération fait ses premières armes dans la Ligue franc-catholique au cours des années 1930, elle demeura engagée dans l'activisme antisémite et antimaçonnique bien après la dissolution de celle-ci après-guerre, jusque dans les années 1980.

On propose ici, tout d'abord, de brosser un portrait social de ces acteurs de l'antijudéo-maçonnisme ; puis, on étudiera les réseaux tissés par les hommes et les femmes qui dirigèrent la Ligue franc-catholique, afin d'en dégager les spécificités parmi les groupements antisémites et de mettre en évidence leur rôle dans une certaine continuité de l'antijudéo-maçonnisme tout au long XX^e siècle.

Antisémites entre soi : une sociologie élitaire

L'arrivée d'une nouvelle génération

Si l'historiographie des mouvements ligueurs de l'entre-deux-guerres s'est beaucoup intéressée à leur structuration et aux idées, elle a très peu étudié la sociologie de ses acteurs. Qui sont ces antisémites des années 1930 ? D'où viennent-ils ? Quelles sont leurs origines sociales,

familiales, géographiques ? Les effectifs précis de la Ligue franc-catholique sont mal connus mais ils restent, selon la Police, « peu importants⁸ ». À son apogée, en novembre 1936, le tirage de la *RISS* atteint 3 000 exemplaires, tandis que les sections locales de la Ligue dépassent rarement la cinquantaine d'adhérents⁹. Les archives de l'état-civil permettent de connaître les dirigeants de la Ligue franc-catholique après le décès d'Ernest Jouin¹⁰. Loin d'être des déclassés dont la haine des juifs serait, selon certaines idées reçues, mue par un quelconque ressentiment social, ceux-ci sont parfaitement intégrés et disposent même de situations sociales enviables.

Après la disparition de son fondateur, la Ligue franc-catholique est dirigée par un conseil composé d'une dizaine de personnes. Sa présidence revient au chanoine Schaeffer, secondé par deux vice-présidentes, mesdames William Bazin et de Briche. L'organisation a une secrétaire générale, Adèle de Verrières, et un trésorier, Jean Salle. Les autres membres du bureau sont Pierre Loyer, Félix Colmet-Daâge, Louis Quenouelle, Alain Bouhier et l'abbé Dulac. Ces deux derniers y restent toutefois très peu de temps¹¹, tandis que Jacques de Boistel, qui est également au comité de la *RISS*, l'intègre au cours de cette période.

Signe de l'ancrage catholique de l'organisation, la présidence échoit, après le décès du curé de Saint-Augustin, à un autre homme d'Église, Georges Schaeffer. Né en 1865 à Düsseldorf, celui-ci poursuit ses études au petit séminaire puis au lycée Louis-le-Grand à Paris. Ordonné prêtre en 1889, il exerce des fonctions d'enseignant puis d'aumônier. Curé de Saint-Lambert-de-Vaugirard à Paris à partir de 1916, il devient chanoine honoraire en 1932, l'année où il succède à Mgr Jouin à la tête de la Ligue. Cependant, déjà âgé, il n'exerce qu'une tutelle assez lointaine¹². Quant à l'abbé Raymond Dulac, prêtre ultramontain et intégriste, il quitte la Ligue dès 1933¹³. Dès lors, les ecclésiastiques s'effacent et ce sont des laïcs qui dirigent, notamment ceux de la nouvelle génération.

Deux classes d'âge cohabitent dans le bureau. La moitié de ses membres sont nés entre 1861 et 1870. Ils ont environ 70 ans au milieu des années 1930 et passent la direction effective aux plus jeunes. Ils occupent des fonctions honorifiques – la présidence et la vice-présidence – mais aussi celle de trésorier et conservent ainsi le contrôle des ressources financières. Les autres membres, nés entre 1889 et 1897, ont une quarantaine d'années dans les années 1930. C'est cette nouvelle génération qui dirige effectivement la Ligue à partir de cette période. Pierre Loyer, Jacques de Boistel, Félix Colmet-Daâge, Adèle de Verrières et son mari Georges Ollivier prennent eux-mêmes en charge une grande partie des conférences et sont les principaux rédacteurs de la *RISS*.

Les mêmes personnes se retrouvent dans d'autres organisations qui apparaissent comme des émanations de la Ligue. C'est tout particulièrement le cas du Cercle Ernest Jouin, qui organise quelques conférences, au demeurant peu fréquentées, en mémoire du fondateur de la Ligue et de la *RISS*¹⁴. Jacques de Boistel en est le président et les autres dirigeants sont ceux de la Ligue ou des collaborateurs de la *RISS* comme Pierre Virion. Fondée en 1935, l'Union antimaçonnique de France a, pour partie, les mêmes dirigeants que la Ligue (Colmet-Daâge, Loyer et Salle, qui en est aussi le trésorier), se réunit dans les mêmes locaux que celle-ci et son bulletin *La Bataille antimaçonnique* est aussi très dépendant de la *RISS*¹⁵.

Des aristocrates et des grands-bourgeois

L'une des particularités de la Ligue franc-catholique est son recrutement très élitare. Le conseil directeur compose un petit groupe très homogène à la fois par ses origines géographiques et sociales, certains de ses membres ayant même des liens de parenté. Tous disposent de situations confortables et viennent de familles bien installées. Après le baccalauréat, la plupart ont suivi des études de droit à la Faculté de Paris jusqu'à la licence et même la thèse pour l'un d'entre eux¹⁶. Loyer est diplômé de l'École centrale des Arts et manufactures et Boistel de l'École des hautes études commerciales. En dehors des religieux, ces dirigeants exercent des professions libérales (avocat, notaire, administrateur d'immeubles...) ou sont ingénieurs ou encore propriétaires. Quant

aux femmes, si elles se déclarent toutes sans profession, leurs conjoints appartiennent aux mêmes milieux socio-professionnels. Mme Bazin est la veuve d'un ancien notaire qui a cédé sa charge à l'un de ses fils¹⁷.

Les femmes occupent une place particulière au sein de la Ligue. Trois d'entre elles sont membres du conseil. Si mesdames de Briche et Bazin, qui appartiennent à la première génération au sein de la direction, occupent la fonction relativement honorifique de vice-présidentes, Adèle de Verrières, plus jeune, est beaucoup plus active au sein de l'organisation et fournit des articles pour la *RISS*. Toutes trois sont des femmes riches, qui ont hérité, de leur mari – les deux plus âgées sont veuves – ou de leurs parents, un patrimoine important qui les met à l'abri du besoin et leur laisse du loisir pour s'occuper de la Ligue. Elles illustrent aussi une autre caractéristique de l'organisation : la forte présence de la noblesse en son sein. Marie de Briche est comtesse. Adèle Buirette de Verrières descend de plusieurs familles de la vieille noblesse française : elle est la petite-fille de Gustave Buirette, baron de Verrières, et de Marie Boscals de Reals de Mornac : son père a épousé Marie de Guillebon¹⁸. Les aristocrates sont également nombreux parmi les adhérents de la Ligue¹⁹. Plusieurs rédacteurs de la *RISS* sont également d'origine aristocratique, dont le vicomte Léon de Poncins et Jacques de Boistel.

Qu'ils soient issus de l'aristocratie ou de la bourgeoisie, tous les membres du conseil directeur sont des fils de bonne famille. Les pères se répartissent, selon leur profession, en trois grands groupes : les avocats (Félix Colmet-Daâge est le dernier représentant d'une lignée d'avocats bien connue au barreau et à la faculté de droit de Paris²⁰), les officiers supérieurs (le père d'Adèle de Verrières au 24^e régiment de dragons²¹ ; celui de Pierre Loyer au 48^e d'infanterie de ligne²²) et les entrepreneurs (le père de Marguerite Bazin est armateur²³ ; celui de Jean Salle, industriel²⁴). Les professions libérales (notaire, avocat, architecte, commissaire-priseur...), les officiers et les propriétaires sont très présents également dans leurs familles (oncles, grands-pères, beau-père, beaux-frères...) et dans leurs réseaux de sociabilité (témoins aux mariages notamment). Quenouelle, par exemple, épouse la fille d'un colonel d'artillerie²⁵. Le beau-père de Jean Salle est Eugène Hatin, président de la Chambre des notaires de Paris²⁶.

Plusieurs descendent de dynasties de notables bien ancrés dans leur territoire. Ainsi, entre 1847 et 1912, cinq maires de la commune bretonne de Binic (dans les Côtes-du-Nord), sont issus de la famille Le Pomellec, dont Mme Bazin est issue par son père. Marie de Briche est la fille de Camille Godelle. Docteur en droit et avocat, substitut du procureur de Colmar à la naissance de sa fille, celui-ci devient directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice, avant d'entrer au Conseil d'État puis à la Cour de cassation comme avocat général²⁷. Il est élu député de l'Aisne en 1877, tout comme son père, notaire à Guise, qui fut conseiller général, député puis sénateur entre 1849 et 1870. Tous deux sont faits officiers d'académie et sont décorés de la Légion d'honneur²⁸. La famille de Georges Ollivier présente le même profil. Son arrière-grand-père et son grand-père furent tous deux conseillers généraux et maires de Guingamp : le premier de 1838 à 1842, le second – dont le frère est député de la ville puis sénateur – de 1871 à 1882. Son père, Félix, devient architecte de la Ville de Paris²⁹ et n'exerce aucune fonction électorale. En revanche, son oncle Louis-Félix, substitut du procureur puis bâtonnier du barreau de Saint-Brieuc, est à son tour élu député de la circonscription de Guingamp en 1902³⁰. Les Godelle comme les Ollivier sont des élus conservateurs, de la droite catholique. À l'Assemblée nationale, ils interviennent sur les questions religieuses pour s'opposer à la politique du gouvernement républicain au sujet des congrégations ou de la séparation des Églises et de l'État.

Cette homogénéité sociale se trouve renforcée par des liens familiaux, et cela particulièrement dans la génération qui prend la direction de la Ligue dans les années 1930. Ainsi Alain Bouhier est-il le propre neveu d'Ernest Jouin. La secrétaire, Adèle de Verrières, épouse Georges Ollivier, l'un des principaux rédacteurs de la *RISS*³¹. En outre, ce dernier est un cousin de Pierre Loyer, dont la

mère est Louise Ollivier, la tante de Georges Ollivier³². Le noyau dur de la Ligue dans les années 1930 vient donc de la même famille ; au point que sa revue a pu être identifiée à celle-ci³³.

Ancrages territoriaux d'une géographie de l'entre soi

Les familles dont sont issus les dirigeants de la Ligue ont également en commun de posséder d'importants patrimoines immobiliers, tant à Paris que dans d'autres régions. La comtesse de Briche, par exemple, a hérité des propriétés que possédaient les Godelle en Thiérache et de celles de son mari décédé. Elle est réputée être « très fortunée »³⁴. Adèle de Verrières a également hérité d'une importante fortune immobilière. Elle possède l'immeuble du 64 boulevard Malesherbes³⁵ et d'autres biens à Paris et en province. Le château de Drulon, à Loye, dans le Cher, a appartenu à la famille de sa mère, qui y demeurait encore au moment de son mariage. Son mari, Georges Ollivier, se déclare homme de lettres et le couple ne semble pas avoir d'autres revenus que ceux qu'il tire de ce patrimoine. Renoncer à l'exercice de sa profession pour vivre en rentier des loyers tirés de son patrimoine immobilier est un choix récurrent dans ces familles. Les parents de Jean Salle, fabricants à la naissance de leur fils, se déclarent rentiers lors du mariage de celui-ci³⁶. Quenouelle se déclare lui aussi propriétaire³⁷. Quant à Bouhier, il exerce une profession qui le lie à ce monde de rentiers et de propriétaires puisqu'il est administrateur d'immeubles.

À travers ce patrimoine immobilier se dessine aussi une géographie de la Ligue franc-catholique dans laquelle deux espaces se distinguent : l'ouest parisien d'une part, singulièrement le 8^e arrondissement et, d'autre part, le nord de la Bretagne, plus précisément Guingamp et ses environs. Les liens sociaux et familiaux s'inscrivent dans une proximité spatiale. Ils se vivent au quotidien dans des relations de voisinage. La faible dispersion des lieux de résidence délimite un espace serré d'une géographie de l'entre soi. En effet, tous les membres du conseil de la Ligue résident dans les « beaux-quartiers » formés par les arrondissements de l'ouest parisien (fig. 1). Le 8^e arrondissement concentre le plus grand nombre des dirigeants de l'organisation dans les années 1930. Les autres se répartissent dans les arrondissements limitrophes. C'est également dans cet arrondissement que se trouve l'église Saint-Augustin, la paroisse d'Ernest Jouin. Le siège de la Ligue est installé rue Portalis, qui débouche directement sur cette église. Deux des membres du conseil de la Ligue habitent le boulevard Malesherbes, qui longe également l'église. C'est encore dans le 8^e arrondissement, rue Jean Goujon, que se trouve la Salle des Centraux, dans laquelle la Ligue organise ses conférences publiques et où l'Assemblée constitutive de l'Union antimaçonnique s'est réunie. Deux autres dirigeants résident entre Saint-Augustin et la Salle des Centraux et une autre Quai d'Orsay, à proximité de cette salle. L'est du 8^e arrondissement apparaît donc comme l'épicentre de la Ligue : il concentre la paroisse de son fondateur, son siège, son lieu de réunion publique et plus de la moitié de ses dirigeants.

La Salle des Centraux est celle de l'amicale des élèves ou anciens élèves ingénieurs de l'École centrale des Arts et Manufactures. Les facilités faites à la Ligue pour en disposer témoignent des relations qui existent entre celle-ci et le réseau des ingénieurs centraliens. Pierre Loyer est lui-même un centralien de la promotion 1920³⁸. Le beau-frère de Louis Quenouelle, Pierre-Jean Monthiers, est également élève à l'École centrale³⁹. Depuis la fin du XIX^e siècle, le catholicisme social y a été solidement implanté par l'action de pères jésuites, à travers notamment la création de l'Union sociale des ingénieurs catholiques (USIC).

En dehors de Paris, les dirigeants de la Ligue franc-catholique entretiennent des relations particulières avec la Bretagne, et plus précisément la région de Guingamp. Marguerite Bazin y possède le château de Lizandré à Plouha, près du port de Binic, qui est l'un des points de départ des flottes de morutiers qui allaient pêcher dans les eaux de Terre-Neuve⁴⁰. C'est probablement dans cette activité que son père, armateur, a bâti sa fortune. Les liens avec cette région sont encore plus

étroits pour ceux de la nouvelle génération. Loyer est né à Guingamp et Verrières à Dinan. Ollivier vient également d'une famille de notables de Guingamp.

Au sein de la nouvelle génération, les liens entre les dirigeants la Ligue franc-catholique apparaissent ainsi extrêmement forts : issus de la même région et des mêmes milieux sociaux, ils habitent dans les mêmes quartiers de Paris et, pour une partie d'entre eux, appartiennent à la même famille.

La nostalgie d'un ordre social perdu

Des catholiques traditionalistes

L'antijudéo-maçonnisme de la Ligue franc-catholique s'inscrit dans le traditionalisme ultramontain qui s'est développé dès les années 1860 puis renforcé lorsque disparaissent les États pontificaux et que de nombreux États européens engagent des politiques, notamment scolaires, anticléricales. Les gouvernements de la Troisième République érigent des repères mémoriels révolutionnaires en symboles nationaux (14 juillet, Marseillaise...). La lutte contre la franc-maçonnerie devient alors une « stratégie majeure » de l'Église catholique⁴¹. Il ne s'agit plus uniquement de dénoncer, comme l'avait fait l'abbé Barruel, le rôle attribué aux francs-maçons dans la Révolution mais d'un combat au présent pour défendre les valeurs chrétiennes supposément menacées par le complot fantasmé des francs-maçons manipulés en secret par les Juifs. Clercs, aristocrates, propriétaires fonciers, profondément attachés à la société chrétienne mise à mal par la Révolution française, les membres de la Ligue franc-catholique se font les soldats de ce combat et les militants d'un ordre social perdu. Leur militantisme se prolonge au-delà de la Ligue dans diverses organisations sociales, professionnelles et familiales catholiques. Toutefois, dans les années 1930, le combat antijudéo-maçonnique n'est plus une priorité de l'Église et la Ligue franc-catholique incarne alors la frange la plus réactionnaire d'un catholicisme plus diversifié.

Le catholicisme intransigeant a également guidé la création des organisations du catholicisme social auxquelles participent plusieurs dirigeants de la Ligue⁴². Selon ce courant de pensée, les élites chrétiennes ont la responsabilité sociale de défendre dans leur profession la religion catholique. Elles doivent prolonger dans la cité l'action du prêtre. Ainsi, le centralien Pierre Loyer milite-t-il activement au sein de l'USIC. Fondée en 1906 par le père jésuite Henri-Régis Pupuy-Girard, l'Union défend le rôle apostolique des ingénieurs. Pour contrer la tentation du socialisme, l'ingénieur doit être comme un prêtre auprès des ouvriers⁴³. Au début des années 1930, Loyer prend la parole aux Journées de l'USIC et livre des articles à sa revue⁴⁴. Avec l'avocat Colmet-Daâge, membre depuis 1930 du comité de rédaction de la *Revue catholique des institutions et du droit*, il participe aussi aux journées d'études des juristes catholiques⁴⁵. Colmet-Daâge est également vice-président de la Fédération des associations catholiques des chefs de famille de Paris et banlieue et, jusque durant l'Occupation, de l'Union nationale des associations catholiques de chefs de famille aux côtés de Jean Guiraud, professeur d'histoire à la faculté de lettres de Besançon et rédacteur en chef de *La Croix*⁴⁶. Cette fédération mène, au nom de la morale chrétienne, le combat contre les tentatives d'introduction de la mixité à l'école, derrière lesquelles elle voit l'influence néfaste de la franc-maçonnerie, l'autre bête noire de ces notables catholiques antisémites⁴⁷. La Ligue franc-catholique ne voit dans « l'école unique » qu'une illustration du combat que mènerait sans relâche la « civilisation maçonnique contre la civilisation catholique⁴⁸ ». De son côté, la comtesse de Briche poursuit la tradition des œuvres de charité chrétienne en fondant au lendemain de la Première Guerre mondiale l'Œuvre des orphelins de guerre de l'Aisne⁴⁹.

Les dirigeants de la Ligue franc-catholique sont aussi partisans du corporatisme, à son apogée au cours des années 1930. Ils érigent les anciennes corporations de métiers abolies durant la Révolution en modèle pour construire une alternative au libéralisme comme au socialisme⁵⁰. Loyer et Colmet-Daâge sont proches de l'Institut d'études corporatives et sociales de Maurice Bouvier-

Ajam, foyer majeur du corporatisme dans les années 1930 puis sous Vichy⁵¹. Loyer, qui s'est bâti une petite notoriété d'expert en économie, promeut le corporatisme lors de conférences données aux Affinités françaises. Avec ses amis de la *RISS*, il s'en prend violemment au Front populaire, incarnation de l'alliance honnie et fantasmée des Juifs, des communistes et des francs-maçons et de « l'action des pouvoirs occultes » contre la société française depuis 1789⁵². Georges Ollivier dénonce « l'accession des Juifs au pouvoir »⁵³. Les régimes traditionalistes espagnol et portugais sont érigés en modèle⁵⁴. Coadministrateur d'une société portugaise, Boistel rencontre António de Oliveira Salazar en 1935. Quand débute la guerre d'Espagne, la *RISS* explique à ses lecteurs que cette nation chrétienne est « ensanglantée » à cause du complot ourdi contre elle par « la Judéo-maçonnerie »⁵⁵. Ses auteurs sont de ces « imbéciles », bourgeois catholiques de droite, dont Bernanos dénonce l'aveuglement dans *Les Grands Cimetières sous la lune*⁵⁶. Ils redoutent l'action de « La franc-maçonnerie contre la France » qui risquerait de conduire à une nouvelle guerre⁵⁷. De façon obsessionnelle et délirante, même la montée du nationalisme allemand, vécu par les auteurs de la *RISS* comme une menace, contre la paix en général et contre la France en particulier, ne se conçoit, sous leur plume, que par ledit complot judéo-maçonnique. Le Front populaire, la guerre d'Espagne, la montée du nazisme... : pour la Ligue franc-catholique, tout et son contraire paraît devoir s'expliquer dans ces années 1930 par un vaste complot judéo-maçon contre la civilisation chrétienne.

Tous ces groupements recrutent leurs adhérents parmi les mêmes élites parisiennes, bourgeoises catholiques et conservatrices. L'USIC rassemble d'anciens élèves ingénieurs des grandes écoles, majoritairement Centrale⁵⁸. L'Union des chefs de famille catholiques compte dans son comité directeur des religieux et des officiers. Henry du Moulin de Labarthète, secrétaire du maréchal Pétain, qualifie les Affinités françaises de « cercle mondain conservateur »⁵⁹. L'académicien Abel Bonnard, le professeur d'histoire des États-Unis au Collège de France Bernard Faÿ, le général Weygand, par exemple, assurent la présidence de ses conférences. Son président est l'industriel Jules Verger qui dirige la chambre syndicale des entrepreneurs et constructeurs électriciens, ainsi que la Fédération Jeanne d'Arc, pour laquelle Loyer et le chanoine Schaefer sont aussi des orateurs habituels⁶⁰.

De grands bourgeois catholiques au pays des ligues

L'activisme des dirigeants francs catholiques étend le réseau de leurs sociabilités militantes en direction des droites catholiques, nationalistes et antisémites. Les députés René Dommange, Philippe Henriot et Xavier Vallat fréquentent habituellement les réunions de la Ligue franc-catholique et sont au bureau de l'Union antimaçonnique, dans lequel siège également l'écrivain catholique Robert Vallery-Radot⁶¹. Le romancier Paul Darcy et Bernard Faÿ sont des conférenciers de la Ligue. De jeunes signatures de l'antisémitisme de plume, tel Henry Coston, Jean Marquès-Rivière et Léon de Poncins, débutent leur carrière de pamphlétaires dans la *RISS*; provisoirement pour les deux premiers, plus durablement pour le dernier⁶². Le jeune aristocrate, qui entendait dévoiler dans *Les Forces secrètes de la Révolution* l'action subversive des francs-maçons et des Juifs lors de la Révolution française, publie dans la *RISS* une dizaine d'articles qui reprennent cette thématique du complot⁶³.

Sans surprise, une partie de ces nostalgiques de l'Ancien Régime assistent à la messe célébrée tous les ans à la fin janvier en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois en mémoire de Louis XVI⁶⁴. Le 15 juin 1928, le Cercle de Sèze organise une cérémonie religieuse, suivie d'un banquet, « en l'honneur du défenseur du Roi-martyr » ; les inscriptions sont à faire auprès de Félix Colmet-Daâge qui en est le vice-président⁶⁵. Le cercle de Sèze est un petit groupement d'environ 150 avocats royalistes, animé par Pierre Xardel et fondé en mémoire de Raymond de Sèze, qui fut l'un des défenseurs de Louis XVI⁶⁶. Colmet-Daâge est également, avec Xavier Vallat, l'un des avocats de

l'Action française⁶⁷. Il écrit aussi dans la revue *l'Union régionale des dames et des jeunes filles royalistes du Sud-Est*. De son côté, le journal *L'Action française* annonce régulièrement les conférences de la Ligue franc-catholique.

Les liens d'une partie des francs catholiques avec le royalisme, notamment avec le mouvement de Charles Maurras, sont donc avérés. Royalistes et membres de la Ligue franc-catholique ont en commun l'antisémitisme, l'antimaçonnisme et le nationalisme. Toutefois, ces connexions ne sont pas évidentes pour tous les dirigeants de la Ligue. Loyer cosigne des textes avec les maurrassiens Jean de Fabrègues (qui fut, brièvement, le secrétaire de Maurras) et Pierre Lucius, mais il ne semble pas être membre de l'Action française et, s'il se montre partisan d'un régime autoritaire, il ne défend pas d'opinions royalistes. L'adhésion de Quenouelle et de Boistel à l'Action française n'est pas davantage attestée. En revanche, l'agnosticisme de Maurras et la condamnation de l'Action française par la papauté en 1926 (levée seulement en 1939) font problème pour les catholiques traditionalistes et ultramontains de la Ligue franc-catholique. En outre, l'antisémitisme de Maurras tient plus du nationalisme antisémite de Drumont que de l'antijudéo-maçonnisme chrétien. Il y a là un point de tension majeur entre maurrassiens et francs catholiques⁶⁸.

La génération montante de la Ligue franc-catholique des années 1930 présente aussi des similarités avec les Croix-de-Feu⁶⁹. Elle aussi est celle des tranchées de la Première Guerre mondiale. Quenouelle et Boistel ont reçu la Croix de guerre. Tous les chefs de la Ligue sont officiers de réserve. François de La Rocque a en commun les origines aristocratiques et les convictions chrétiennes de ceux-ci. De fait, la rencontre s'est bien produite – Loyer prononce une conférence devant les Croix-de-Feu le 23 novembre 1935⁷⁰ – mais elle reste sans suite. Au-delà du patriotisme, les convergences sont plus sociologiques qu'idéologiques. La Rocque participe à des cérémonies interconfessionnelles et son refus l'antisémitisme (du moins sur le territoire métropolitain) constitue une divergence fondamentale avec la Ligue franc-catholique⁷¹.

Les liens sont beaucoup plus ténus, voire inexistant, avec les mouvements antisémites fascistes⁷². Louis Darquier, dit de Pellepoix, du Rassemblement antijuif de France, a pu assister à des conférences de la Ligue franc-catholique⁷³. Ces groupements n'ont pas le même ancrage catholique, ni le même recrutement social. Aux différences tantôt idéologiques, tantôt tactiques, qui émiettent l'antisémitisme des années 1930, s'ajoute une barrière sociale. Marcel Bucard, le fondateur du francisme, qui s'est d'abord défendu des accusations d'antisémitisme avant de s'y rallier, Pierre Clémenti, du Parti français national communiste, Pierre Pemjean, du Grand Occident, Jean Boissel, du Front franc, ne sont pas issus de la grande bourgeoisie parisienne : leurs pères sont respectivement gendarme, fonctionnaire et artisan en province. Louis Darquier vient d'une famille un peu plus aisée puisqu'il est le fils d'un médecin, maire radical de Cahors, mais il s'est inventé de toute pièce une filiation nobiliaire, contrairement aux francs catholiques qui sont d'authentiques descendants de la noblesse française. Locataires de leur appartement pour la plupart d'entre eux, ils ne disposent pas des fortunes des francs catholiques. Aucun d'eux n'est catholique pratiquant. Les grands bourgeois et les aristocrates de la Ligue franc-catholique gardent leurs distances avec les « prolétaires des lettres » du monde des pamphlets qui connaît un renouveau dans les années 1930 après un apogée à la fin du XIX^e siècle⁷⁴. À l'inverse des feuilles qui usent volontiers des caricatures et d'un ton ordurier pour atteindre un lectorat populaire, la *RISS* a la prétention d'être une revue sérieuse, destinée à une élite militante ; ce qui ne l'empêche pas de défendre des thèses conspirationnistes délirantes. La Ligue franc-catholique n'est ni un mouvement de masse, ni un mouvement populaire.

Continuités militantes

La *RISS* cesse de paraître en septembre 1939, le chanoine Schaeffer décède en 1940 et la Ligue, qui n'a plus d'existence réelle, est définitivement dissoute en 1947. La génération de la

comtesse de Briche se retire puis meurt peu après la fin de la guerre⁷⁵. Celle des années 1930, parfaitement à l'aise avec la Révolution nationale, s'investit massivement dans les services de Vichy et la traque des juifs et des francs-maçons. Pierre Loyer dirige le Service de l'artisanat créé en novembre 1940 par le ministre de la Production industrielle Jean Bichelonne⁷⁶. Après son retour de captivité en Allemagne en 1942, Boistel dirige le Service des Sociétés secrètes en zone occupée, aux côtés de Bernard Fay⁷⁷ ; Jean Marquès-Rivière se voit confier les mêmes responsabilités pour la zone sud. Boistel anime la propagande du service et dirige sa revue *Les Documents maçonniques* dans laquelle écrivent plusieurs anciens de la *R.I.S.S.* : Vallery-Radot, Virion, Coston et Ollivier⁷⁸. Colmet-Daâge intègre le cabinet de Xavier Vallat au Commissariat général aux questions juives (CGQJ). Il est partie prenante dans des dossiers d'aryanisation économique, dont celui du banquier et ami de Max Jacob, Robert Zunz⁷⁹. Avec Marquès-Rivière, Ollivier et Coston, il collabore aussi avec l'Institut d'études des questions juives. À partir du 11 janvier 1943, Poncins prépare pour le CGQJ les programmes antisémites diffusés sur Radio-Paris⁸⁰.

Après la Libération, leur collaboration tombe sous les coups de l'épuration : Loyer est révoqué de l'administration et perd sa Légion d'honneur, Boistel est condamné à quinze ans de travaux forcés, Poncins et Colmet-Daâge sont incarcérés plusieurs mois à Fresnes. Pour autant, ils ne cessent pas subitement d'être antisémites et antimaçons. Jusqu'à la fin de leur vie, ils s'arc-boutent sur un catholicisme qui refuse toute concession à la modernité et entretiennent le mythe conspirationniste antijudéo-maçon. Ces grands bourgeois catholiques réactionnaires et antisémites publient de nouveaux livres avec le soutien de La Librairie française, une maison d'édition fondée en 1952 par Henry Coston, et des Nouvelles éditions latines⁸¹. Les réseaux tissés dans les années 1930 deviennent alors une ressource de nouveau mobilisée pour continuer d'anciens combats. Dans le même temps, les ex-dirigeants de la Ligue franc-catholique deviennent des références citées par les nouvelles plumes des revues de l'extrême-droite française, comme *Défense de l'Occident*, fondée en 1952 par Maurice Bardèche. Actuellement, les Éditions Saint-Rémi et les Éditions de Chiré rééditent des ouvrages des anciens francs catholiques des années 1930⁸². Elles assurent ainsi la transmission des théories conspirationnistes et de l'antijudéo-maçonnisme.

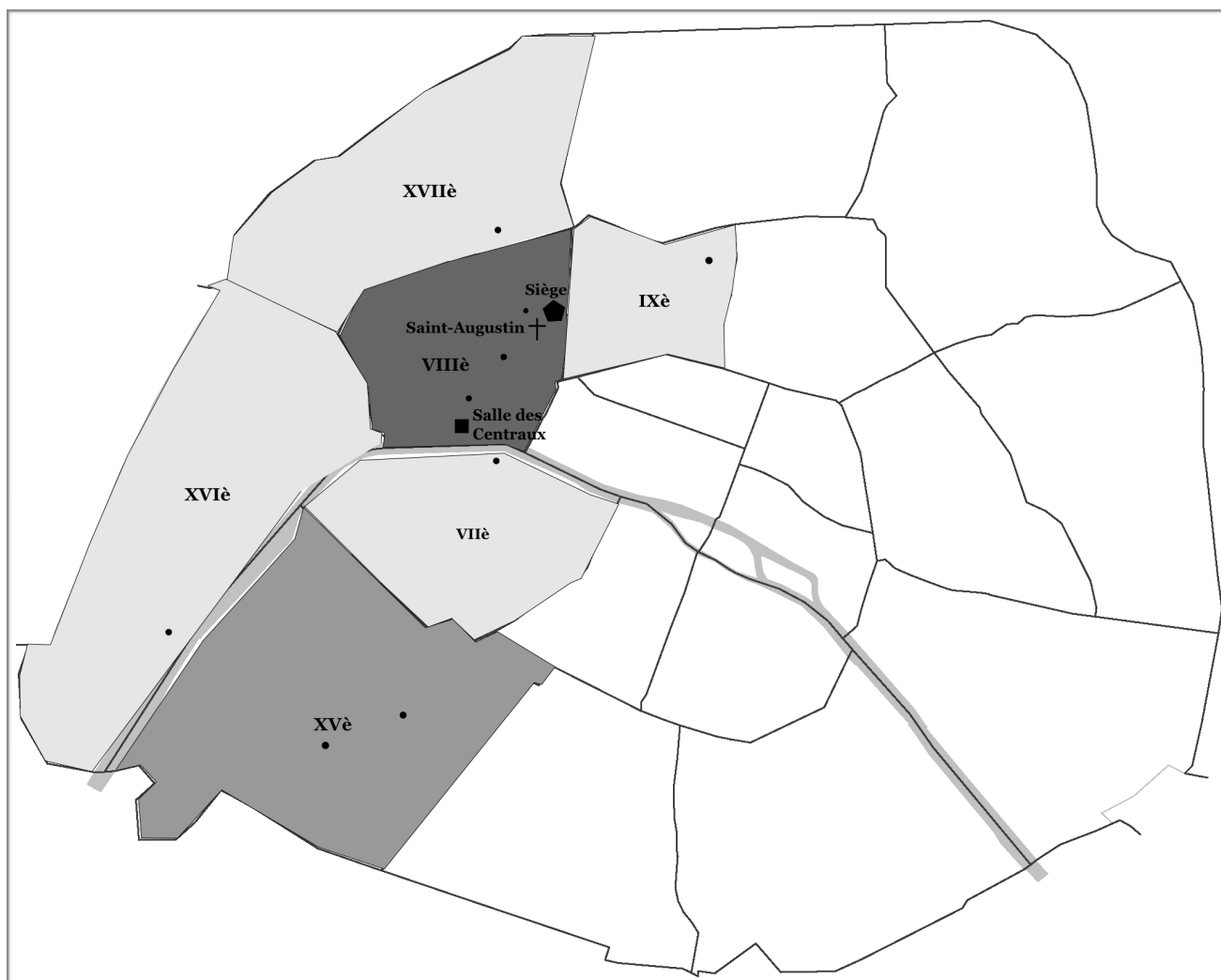
Conclusion

Les dirigeants de la Ligue franc-catholique se distinguent donc par leur profil de grands bourgeois, héritiers de familles de notables ou d'aristocrates, passés par l'Université ou les grandes écoles, résidant dans les beaux-quartiers parisiens et unis par cette proximité. Ils incarnent un antisémitisme mondain et catholique, associé à l'antimaçonnisme et au conspirationnisme. Leur ligue apparaît comme le plus catholique des mouvements antisémites et la plus antisémite des organisations catholiques dans l'entre-deux-guerres. Saisir ces particularités paraît essentiel pour comprendre l'impossible convergence des ligues des années 1930. En effet, les ambitions personnelles de leurs dirigeants ne suffisent pas à comprendre les tensions, les concurrences et l'émiettement de ces groupes. Les divergences idéologiques et sociologiques doivent aussi être prises en compte.




Au-delà des années 1930, l'influence de la Ligue franc-catholique sous le régime de Vichy se traduit par la nomination de plusieurs de ses dirigeants à des postes où ils participent à la politique d'exclusion des Juifs et des francs-maçons. Après 1945, malgré l'épuration, ses meneurs continuèrent à diffuser leurs idées. En mobilisant les ressources, notamment en termes de réseaux, héritées des années 1930, la génération qui avait pris la tête de la Ligue dans les années 1930 assure la transmission de l'antijudéo-maçonnisme après la guerre. Avec ses articles, ses livres et ses maisons d'édition, elle joue durant les années de basse-eaux de l'extrême-droite un rôle de passeur entre l'apogée de l'antijudéo-maçonnisme dans les années 1930 et sous Vichy et sa renaissance à la

fin du XX^e siècle. Les nouvelles organisations ultra-conservatrices en sont les héritières plus ou moins directes.

Figure 1. Carte de l'implantation de la Ligue franc catholique et de ses dirigeants à Paris



Légende :

- 1  2  3  Nombre de dirigeants de la Ligue résidant dans l'arrondissement
- Domiciles des dirigeants de la Ligue

¹. Emmanuel Kreis, *Quis ut Deus ? Antijudéo-maçonnisme et occultisme en France sous la III^e République*, Paris, Les Belles Lettres, 2017 ; Pierre-André Taguieff, « L'invention du « complot judéo-maçonnique ». Avatars d'un mythe apocalyptique moderne », *Revue d'histoire de la Shoah*, n°198, 2013, p. 23-97.

². Le Comité antimaçonnique de Paris est créé en 1897 par l'abbé Tourmentin en prolongement du journal *La Franc-maçonnerie démasquée* qui, fortement réduit durant la guerre, cesse définitivement de paraître en mars 1924. L'Union française antimaçonnique est liée à la revue *À bas les tyrans !* (puis *La Bastille* à partir de 1902) de Paul Copin-Albancelli qui disparaît, quant à elle, en 1915.

³. Pierre-André Taguieff, *Les Protocoles des sages de Sion: Faux et usages d'un faux*, Paris, Fayard, 2004. Norman Cohn, *Histoire d'un mythe: La «conspiration» juive et les protocoles des sages de Sion*, Paris, Gallimard, 1967.

4. Jean-Philippe Schreiber, « L'image des Juifs et du judaïsme dans le discours antimaçonnique au XIX^e siècle », in *Antisémythes. L'image des Juifs entre culture et politique (1848-1939)*, sous la direction de Marie-Anne Matard-Bonucci, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2005, p. 131-147.
5. Paul J. Kingston, *Anti-semitism in France during the 1930s. Organisations, Personalities and Propaganda*, Hull, University of Hull Press, 1983; Richard Millman, *La Question juive entre les deux guerres. Ligues de droite et antisémitisme en France*, Paris, Armand Colin, 1992 ; Ralph Schor, *L'Antisémitisme en France dans l'entre-deux-guerres*, Bruxelles, Complexe, 1992 ; Michel Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Éditions du Seuil, 1990 ; Pierre Birnbaum, *Un mythe politique, la « République juive » : de Léon Blum à Pierre Mendès France*, Paris, Fayard, 1988.
6. Stefan Zweig, *Le Monde d'hier : souvenirs d'un Européen*, Paris, Le Livre de Poche, 1993 (1^e éd. : 1948), p. 7 : « Ce n'est pas tant *mon* destin que je raconte que celui de toute une génération, notre génération singulière, chargée de destinée comme peu d'autres au cours de l'histoire ».
7. Gérard Mauger, *Âges et générations*, Paris, La Découverte, 2015 ; Bernard Préel, « Générations : la drôle de guerre. La querelle moderne des jeunes et des vieux », *Informations sociales*, n° 134, 2006, p. 6-15.
8. Rapport de police (RP), juillet 1939, reproduit dans Paul J. Kingston, *op. cit.*, p. 56-60.
9. Emmanuel Kreis, *op. cit.*, p. 1044 et 1070.
10. Né à Angers en 1844, il était proche de la noblesse locale, chez qui il fut précepteur avant d'être ordonné prêtre en 1868. Docteur en théologie, il fut nommé vicaire (en 1886) puis curé (en 1899) de l'église Saint-Augustin.
11. Bouhier décède en 1933.
12. Emmanuel Kreis, *op. cit.*, p. 1071.
13. *Ibid.*, p. 1006.
14. RP 1939, *op. cit.*
15. Emmanuel Kreis, *op. cit.*, p. 1125 sq.
16. Félix Colmet-Daâge, *Des Contre-Lettres*, thèse pour le doctorat, Université de Paris, publiée par Giard et Brière, 1913.
17. RP, *op. cit.*
18. Base Léonore, dossier LH/390/40 consulté le 6 décembre 2018 : <http://www2.culture.gouv.fr/documentation/leonore/pres.htm>
19. Un tiers des dirigeants des sections parisiennes sont issus de la noblesse. Emmanuel Kreis, *op. cit.*, p. 1046.
20. Gabriel-Frédéric Colmet-Daâge est doyen de la faculté de droit de Paris jusqu'en octobre 1879.
21. Archives départementales (AD) des Côtes d'Armor, acte de naissance d'Adèle de Verrières.
22. AD Côtes d'Armor, acte de naissance de Pierre Loyer.
23. AD Hauts-de-Seine, E_Num_NEU104, acte de naissance de Marguerite Le Pomellec.
24. Archives de Paris (AP) V4E149, acte de naissance de Jean Salle.
25. AP 17M385.
26. AP V4E8739, acte de mariage de Jean Salle et Marie-Louise Hatin.
27. AD Haut-Rhin, 5E105, acte de naissance de Marie Godelle ; Jean Jolly (dir.), *Dictionnaire des parlementaires français*, Paris, PUF, 1977.
28. Archives nationales, base Léonore, dossiers LH/1160/75 et LH/1160/42.
29. Il se fait notamment connaître pour la réalisation du village breton à l'Exposition universelle de Paris en 1900. Cf. *L'Avenir*, n° 27, 1900.
30. [http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/\(num_dept\)/5602](http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/(num_dept)/5602)

31. AP 8M279, acte 41.
32. AD Côtes d'Armor, acte de naissance de Loyer.
33. Dans son *Dictionnaire de la politique française*, Henry Coston affirme que Loyer écrivait dans la revue de ses cousins Ollivier ; ce qui est inexact puisque la *RISS* n'appartient pas à la famille Ollivier. Henry Coston, *Dictionnaire de la politique française*, La Librairie française, Paris, T. II, 1972, p. 411.
34. RP, *op. cit.*
35. Cet immeuble abrita (simple coïncidence ?) le QG de campagne de Marine Le Pen lors de la campagne de l'élection présidentielle de 2017.
36. AP V4E 8739.
37. AP 17M385.
38. Archives nationales F12 11962, CV de Pierre Loyer.
39. AP 17M385, actes de mariage n° 680 et 681. Louis Quenouelle et Pierre-Jean Monthiers épousent les sœurs Meynial à la marie du 17^e arrondissement le même jour (9 avril 1919).
40. RP, *op. cit.*
41. Jean-Philippe Schreiber, art. cit., p. 131. Voir aussi : Nina Valbousquet, « Tradition catholique et matrice de l'antisémitisme à l'époque contemporaine », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 62, 2015, p. 63-88 ; Gérard Cholvy, *La Religion en France de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, Hachette, 1998, p. 64-66 ; Gérard Cholvy et Yves-Marie Hilaire (dir.), *Histoire religieuse de la France*, Toulouse, Privat, p. 85-93 ; Pierre Pierrard, *Juifs et catholiques français d'Édouard Drumont à Jacob Kaplan (1886-1994)*, Paris, Éditions du Cerf, 1997 ; Pierre Sorlin, « *La Croix* » et les Juifs (1880-1899), Paris, Grasset, 1967.
42. Emmanuel Kreis, *op. cit.*, p. 157.
43. Marc Lagrée, *La Bénédiction de Prométhée. Religion et technologie*, Paris, Fayard, 1999, p. 83-87. André Grelon, « L'ingénieur catholique et son rôle social », dans Yves Cohen et Rémi Badouï (dir.), *Les Chantiers de la paix sociale (1900-1940)*, Fontenay Saint-Cloud, ENS Éditions, 1995, p. 167-184 ; David Colon, « La naissance des organisations d'étudiants catholiques en France », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 86, 2007, p. 29-33.
44. *La Croix*, 5 mai et 2 novembre 1932.
45. *Revue catholique des institutions et du droit*, nov.- déc. 1938, p. 495-496.
46. Stéphane Boiron, « L'Action française et les juristes catholiques », *Revue française d'histoire des idées politiques*, n° 28, 2008, p. 337-367 ; Christophe Capuano et Marie-Emmanuelle Chessel, « Qu'est-ce qu'une association catholique 'efficace' ? Consommation et famille en France (1900-1947) », *Entreprises et histoire*, n° 56, 2009, p. 30-48.
47. Yves Verneuil, « Coéducation et mixité : la polémique sur la gémination des écoles publiques dans le premier tiers du XX^e siècle », *Le Mouvement social*, n° 248, 2014, p. 47-69.
48. Félix Colmet-Daâge, *Civilisation maçonnique contre civilisation catholique*, Paris, Ligue antijudéomaçonnique, 1933.
49. Sur la « philanthropie chrétienne », voir : Olivier Faron, *Les Enfants du deuil. Orphelins et pupilles de la nation de la Première Guerre mondiale (1914-1941)*, Paris, La Découverte, 2001, p. 56-58.
50. Pierre Loyer, *L'Entreprise, fondement de la profession*, Paris, Les Œuvres françaises, 1938.
51. Stéphane Boiron, *op. cit.* Sur l'IECS : Steven L. Kaplan, « Un laboratoire de la doctrine corporatiste sous le régime de Vichy : l'Institut d'études corporatives et sociales », *Le Mouvement social*, n° 195, 2001, p. 35-77.
52. Pierre Loyer, « Les dessous maçonniques du radicalisme », *RISS*, n° 22, 1936 (conférence au dîner des Affinités françaises). Pierre Loyer, Émile Bergeron, « Révolution ou rénovation de la France 1789-1939 ». Comptes rendus dans *Le Figaro*, 30 octobre 1936 et 6 mai 1939.
53. Georges Ollivier, *L'Accession des Juifs au pouvoir*, Paris, Ligue franc-catholique, 1943 (conférence de 1936).
54. Léon de Poncins, *Le Portugal renaît*, Paris, Beauchesne, 1936.

55. Jacques de Boistel, « Les responsabilités de la Judéo-maçonnerie en Espagne », *RISS*, n° 20, 1936. Pierre Loyer, *L'Espagne ensanglantée*, *RISS*, n° 16, 1936.
56. Georges Bernanos, *Les Grands Cimetières sous la lune*, Le Castor astral, 2008 (1^e éd. : 1938).
57. Ce slogan ancien de l'antimaçonisme – il était déjà utilisé par le publiciste Louis Rambaud en 1909, par exemple – est repris dans en titre d'une conférence donnée à Paris le 26 mars 1936 par Loyer et Boistel.
58. Nathalie Hugot-Piron, « Des maux aux mots : une approche socio-historique des « cadres de plus de 45 ans » (1914-1939) », *Le Mouvement social*, n° 228, 2009, p. 75-94.
59. Jérôme Cotillon, « Un homme d'influence à Vichy : Henry du Moulin de Labarthète », *Revue historique*, n° 622, 2012, p. 353-385.
60. *Journal des débats politiques et littéraires*, 20 mai 1938.
61. *Ibid.*, 3 mars 1935.
62. Emmanuel Kreis, « Les réseaux antijuifs et antimaçonniques autour de la *Revue internationale des sociétés secrètes (RISS)* de l'entre-deux-guerres à la période de l'Occupation », *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 198, 2013, p. 124 ; Pierre-André Taguieff (dir.), *L'Antisémitisme de plume*, Paris, Berg, 1999.
63. Léon de Poncins, *Les Forces secrètes de la Révolution*, Paris, Bossard, 1928. Dans la *RISS*, par exemple : « La République aux ordres de la F.:-M.:- », n° 24, 1933 ; « La mystérieuse internationale juive : les Juifs dans le bolchevisme russe », n° 9, 1935.
64. Par exemple : *L'Action française*, 22 janvier 1938.
65. *Ibid.*, 15 juin 1928, p. 2.
66. Gilles Le Béguec, « Le Monde des barreaux et l'Action française », dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.), *L'Action française, culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008, p. 108.
67. Stéphane Boiron, *op. cit.*
68. Sur Maurras voir : Olivier Dard, *Charles Maurras : le maître et l'action*, Paris, Armand Colin, 2013.
69. Sur les Croix-de-Feu, voir : Michel Winock, « Retour sur le fascisme français. La Rocque et les Croix-de-Feu », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 90, 2006, p. 3-27 ; Albert Kéchichian, *Les croix de feu à l'âge des fascismes. Travail, famille, patrie*, Paris, Champ Vallon, 2006.
70. « Vue d'ensemble sur la politique intérieure et extérieure, conférence faite le 23 novembre 1935 à la réunion des membres de l'Union des Croix-de-Feu-centraux par Pierre Loyer », Paris, Imprimerie de Barthe, 1935.
71. Ralph Schor, *op. cit.* ; Richard Millman, *op. cit.* Les militants de l'est de la France et d'Algérie sont plus perméables à l'antisémitisme: Emmanuel Debono, « Les années 1930 en France : le temps d'une radicalisation antisémite », *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 198, 2013, p. 99-116; Valérie Assan, « De l'antisémitisme à l'anti-judéomaçonisme : les métamorphoses du complotisme en Algérie coloniale », *Problèmes d'histoire des religions*, 2019, vol. XXVI (sous presse).
72. Laurent Joly, « Fascisme et antisémitisme dans la France des années 1930 : une irrésistible convergence ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 62, 2015, p. 115-136.
73. L'hypothèse est émise par Emmanuel Kreis, « Les Réseaux antijuifs... », *op. cit.*, p. 129.
74. Cédric Passard, « Le moment pamphlétaire », *La Vie des idées*, 17 avril 2018 : www.laviedesidees.fr/Le-moment-pamphletaire.html; *Id.*, *L'Âge d'or du pamphlet : 1868-1898*, Paris, CNRS Éditions, 2015.
75. Marie de Briche décède en 1950, Marguerite Bazin en 1952, Louis Quenouelle en 1954.
76. Cédric Perrin, *Entre glorification et abandon. L'État et les artisans en France (1938-1970)*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2007 ; *Id.*, « Pierre Loyer. Itinéraire d'un technocrate réactionnaire de Vichy », *Revue historique*, n° 681, 2017, p. 73-92.
77. Martine Poulain, *Livres pillés, lectures surveillées : les bibliothèques françaises sous l'Occupation*, Paris, Gallimard, 2008 ; Antoine Compagnon, *Le Cas Bernard Fay. Du Collège de France à l'indignité nationale*, Paris, Gallimard, 2009.
78. Laurent Joly, *Xavier Vallat (1891-1972) : du nationalisme chrétien à l'antisémitisme d'État*, Paris, Grasset, 2001 ; Stéphane Boiron, « Antisémites sans remords : les 'bons motifs' des juristes de Vichy », *Cités*, n°36, 2008.

⁷⁹. Patricia Sustrac, « Lettres de Max Jacob à Robert Zunz. Correspondance inédite 1939-1944 », *Revue d'histoire littéraire de la France*, n° 109, 2009, note 85.

⁸⁰. Laurent Jolly, *Darquier...*, *op. cit.* p. 154.

⁸¹. Pierre Loyer, *Du cosmos à Dieu*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1971 ; Félix Colmet-Daâge, *La Classe bourgeoise*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1959 ; Georges Ollivier, *L'Alliance israélite universelle, 1860-1960*, Paris, La Librairie française, 1959 ; Georges Virebeau, *Les Mystères des francs-maçons*, Paris, Éd. H. Coston, 1958 (avec G. Ollivier et Y. Tamaris). Virebeau est le pseudonyme de Coston. Sur Coston : Olivier Dard, « Permanences et mutations de l'antisémitisme costonien », *Archives juives. Revue d'histoire des Juifs de France*, n° 49, 2016, p. 115-127 ; Pierre-André Taguieff (dir.), *L'Antisémitisme de plume*, *op. cit.* pages ?

⁸². Par exemple : Léon de Poncins, *La FM d'après ses documents secrets*, Chiré-en-Montreuil, Éditions de Chiré, 2014.